

TIMOR ORIENTAL

**Les réfugiés toujours dans
la ligne de mire.**

Index AI : ASA 21/181/99

Les milices pro-indonésiennes continuent de harceler, de menacer et d'attaquer des Timorais de l'Est réfugiés au Timor occidental et dans d'autres parties du territoire indonésien, a déclaré Amnesty International dans un rapport publié ce jour (mercredi 6 octobre 1999).

« Les membres des Tentara Nasional Indonesia (TNI, Forces armées indonésiennes) et des milices doivent cesser de s'en prendre aux Timorais de l'Est, a affirmé l'organisation de défense des droits humains. Le gouvernement indonésien ne peut plus prétendre qu'il s'agit de francs-tireurs dont le contrôle lui échappe. »

Amnesty International continue de recevoir des informations dignes de foi faisant état d'enlèvements et

de menaces au Timor occidental. Il n'y a toujours aucune nouvelle des six jeunes hommes enlevés par des miliciens à Atambua le 27 septembre. Selon des témoignages récents, ils ont été emmenés alors qu'ils réparaient la voiture d'un prêtre devant un garage d'automobiles. Parmi les autres atteintes aux droits humains recensées figure le cas de Bantalen Soares, un Est-Timorais enlevé au camp de réfugiés du stade Gor, à Kupang, par deux membres de la milice Aitarak (Épine).

La situation continue de se dégrader pour les Timorais réfugiés dans la partie occidentale de l'île, les miliciens empêchant les organisations humanitaires d'acheminer des vivres, des fournitures médicales et d'autres produits de première nécessité dans les camps.

Selon des sources dignes de foi, des vivres seraient refusés aux réfugiés ayant exprimé le désir de retourner au Timor oriental.

L'Organisation craint que le contrôle exercé par les miliciens sur la région n'empêche les réfugiés – en particulier ceux qui se trouvent au Timor occidental – de choisir librement entre un retour au Timor oriental et un départ vers une autre partie du territoire indonésien ou un pays tiers.

Le gouvernement indonésien a annoncé que les Timorais de l'Est disposés à être réinstallés sur le territoire indonésien pourraient l'être dans le cadre d'un programme de « transmigration ». Amnesty International est très préoccupée par le fait qu'un tel programme pourrait contraindre les réfugiés à dévoiler leur position, en faveur de l'intégration ou de

« La communauté internationale doit veiller à ce que tout

l'indépendance, les exposant ainsi à de nouvelles violations de leurs droits.

« Le gouvernement indonésien doit suspendre ce programme jusqu'à ce qu'il puisse prouver que les réfugiés seront en mesure de prendre leur décision en toute indépendance et sous la surveillance effective du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organismes indépendants. »

Alors que le Bureau des Nations unies pour la coordination de l'assistance humanitaire vient d'annoncer que les retours par avion du Timor occidental pourraient reprendre sous peu, Amnesty International prévient que les Timorais regagnant la partie orientale de l'île risquent de subir des attaques de miliciens ou de se trouver confrontés à une situation désastreuse sur le plan humanitaire.

programme prévoyant le retour des réfugiés s'accompagne de

mesures destinées à garantir leur sécurité et à leur assurer un logement et certains services élémentaires ainsi que la satisfaction d'autres besoins humanitaires. »

Amnesty International craint que de nombreuses personnes – défenseurs des droits humains, membres du personnel des organisations humanitaires, étudiants ou militants du *Conselho Nacional da Resistencia Timorese* (CNRT, Conseil national de la résistance timoraise) – ne continuent de figurer sur des listes d'immigrants leur interdisant de quitter le territoire indonésien sur ordre des services de renseignements de l'armée indonésienne. Au cours des derniers jours, il semble qu'une personne au moins ait été empêchée de quitter le pays, son nom étant mentionné sur l'une de ces listes. Les discussions avec les autorités indonésiennes sur un éventuel programme d'évacuation restent au point mort.

Un jour, tard dans la soirée, des Timorais de l'Est qui étaient descendus dans un hôtel à Djakarta ont été contraints à

prendre la fuite, des miliciens et des membres des TNI ayant fait irruption dans leur hôtel. À Ujung Padang, sur l'île de Sulawesi, il semblerait que des miliciens d'Aitarak contrôlent trois camps de réfugiés regroupant plus de 3 600 Timorais.

Des observateurs ont rapporté qu'à Flores, les membres du bataillon 744 de l'armée indonésienne et du tristement célèbre bataillon 745, récemment déployés au Timor oriental, renforçaient le climat de terreur tant parmi les réfugiés est-timorais qu'au sein de la population locale. ?

Pour obtenir de plus amples informations ou pour recevoir un exemplaire du document intitulé *Timor oriental: Les réfugiés en danger*

(index AI : ASA 21/180/99), veuillez contacter le siège d'Amnesty International à Londres, au 44 171 413 5566 ou consulter notre site web (<http://www.amnesty.org>).